

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19467 - 75ÈME ANNÉE

Apport du PCR au programme de « Saint-Denis pour tous »

La lutte contre la pauvreté multiforme, priorité des communistes dionysiens



Jean-Noël Abodi, Julie Pontalba, Mathieu Raffini et Florence Moulouma.

Hier nous avons vu que le Président du Conseil Régional retire 250 millions de pouvoir d'achat aux Réunionnais, dans une situation sociale dégradée. Cette décision aura des conséquences catastrophiques dans tous les domaines.

Au contraire, Julie Pontalba et ses camarades ont exposé leurs propositions pour lutter contre

la pauvreté multiforme et se sont félicité qu'elles ont été intégrées au programme général de Ericka Bareigts.

Constat

Florence Moulouma a rappelé quelques éléments de cette situa-

tion sociale dégradée.

Le chômage tout d'abord. "À La Réunion, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant ou non exercé une activité (catégories A, B, C) s'établit en moyenne à 168 110 au deuxième trimestre 2019." dit-elle.

La pauvreté ensuite. Elle fait référence à l'Insee : "40 % des Réunionnais vivaient sous le seuil de pauvreté en 2015. Cela représentait 342000 personnes. Ce taux de pauvreté est trois fois plus important qu'en France". La raison principale est « Le manque d'emplois et de revenus d'activité expliquent en grande partie cette plus forte précarité. En 2015, seule la moitié des Réunionnais en âge de travailler occupent un emploi » contre les deux-tiers en France.

Cependant, "le travail ne protège pas de la pauvreté, puisque 25 % des travailleurs sont touchés".

Ce constat a nourri la réflexion et débouché sur 4 propositions concrètes exposées par Jean-Noël Abodi.

Propositions

1-La banque sociale sera un outil d'épargne et d'accompagnement de petits projets. Les épargnants décideront de l'utilisation du capital accumulé. Si un tiers de la population dionysienne épargne 1 euro par mois, cela fait un cumul de 3 millions d'euros sur 5 ans. Les pauvres seront de vrais acteurs économiques et non plus des agents économiques passifs qui voient tout leur revenu social filer

dans les mains des autres, sans retour.

2-Le CCAS complétera ses missions sociales par du soutien à l'activité génératrice de revenu et à la création d'emploi. Beaucoup de gens ont des idées mais souvent cela ne dépasse pas le stade d'idée. Nous allons tenter une approche socio-culturelle qui repose sur la confiance et le respect pour débloquer des situations.

3-Il sera créé 44 conseils décisionnaires au niveau du quartier pour répondre à la demande des gens qui veulent être utiles dans leur voisinage. Le Conseil fonctionnera comme une École de la délibération démocratique. Les projets retenus passeront directement au conseil municipal. Ericka veut en faire un marqueur de sa première mandature. Elle a décidé d'accorder à ce projet un budget participatif de 10 millions d'euros. C'est le plus gros budget jamais atteint pour ce genre d'initiative.

4-la gratuité du transport qui est déjà effectif jusqu'à 18 ans et au-delà de 65 ans, sera portée à 26 ans. Une évaluation sera faite en cours d'expérimentation.

Ces propositions seront portées par le groupe Solidarité Dionysienne, émanation de la section du PCR, dans le cadre du partenariat de gestion. Il a rappelé l'adhésion du groupe aux autres mesures pla-

cées sous le titre générique de la Ville Fraternelle, chère à Ericka, comme celles de réaliser des Jardins Familiaux aux pieds des immeubles et dans les espaces publics. Il sera délivré un permis de planter. C'est une mesure très populaire et très attendue dans tous les quartiers.. Il y a aussi la mise disposition des aides matériels (notamment des locaux, ou des espaces de cultures).

Conclusions

Pour les communistes dionysiens, il s'agit tout simplement donner du pouvoir politique à la base, en plus du pouvoir d'achat. Le pouvoir politique permet aux plus démunis de participer à la décision.

Lorsque les gens connaîtront mieux leurs droits et la manière de décider, alors ils seront des acteurs conscients de leur propre développement. C'est une question de respect de la Dignité humaine.

La conférence de presse était présidée par Mathieu Raffini, un des plus jeunes colistiers de la liste Saint-Denis Pour Tous conduite par Ericka Bareigts.

In kozman pou la rout

« Bondyé i donn son paradi, lo dyab i donn son l'anfèr »

Mésyé, Médam, La sosyété, koz èk moin sé koz èk in kouyon-mé sé o pyé d'lo mir k'i oi lo mason. Ala in kozman moin la trouv dann liv Daniel honoré « somi lo mo ». Pou li sa sé in provèrb donk konm tout provèrb li néna son sans prop épi son san figiré-sans prop sé sak i di kan ou i rès kolé avèk lo tèks, sans figiré sé in l'ansègnman ou i pé tiré pou ou mèm, sansa pou la sosyété. Astèr si ni lir lo kozman, ni antrovoi dé prinsip : inn shakinn i ofèr sak li gingn, l'ot sé shakinn i shoizi sak li vé kisoï mové kisoï bon. Si ou i vé lo bon, ou i sa rode lo bon an prinsip avèk Bondyé ! Si ou irode lo mové, ou i sava rode é i pé z'ète avèk lo Dyab. Sa i prouv ou néna in shoi, dizon in libèrté d'shoi pars i paré l'om lé lib dann son shoi, é konm li lé lib, li lé résponsab. Alé ! Mi kite azot roflèshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Un assassinat qui changea l'histoire de Madagascar

Hommage à Richard Ratsimandrava

A l'initiative de REAGIES, en mars 2019, une délégation réunionnaise a visité le Musée de la gendarmerie nationale à Moramanga, Madagascar. C'est un important musée de l'Histoire de la Grande île. C'est avec émotion que la délégation avait vu une des pièces les plus importantes de cette institution : la Peugeot 404 présidentielle criblée d'impacts de balle à bord de laquelle le général de gendarmerie Richard Ratsimandrava fut assassiné, quelques jours après être devenu président de la République de Madagascar. C'était le 11 février 1975 et le crime ne fut jamais élucidé. Pour la seconde année consécutive, le 11 février dernier les forces armées, la gendarmerie et la police nationale ont commémoré ensemble l'anniversaire de l'assassinat du président Ratsimandrava.

Dans le Musée de la gendarmerie nationale de Moramanga, une 404 noire est garée dans un bâtiment orné d'une grande baie vitrée. Le véhicule est criblé d'impacts de balle. Devant lui, une plaque rappelle que c'était la voiture de fonction dans laquelle un président de la République fut assassiné, Richard Ratsimandrava. A l'initiative de REAGIES, une délégation réunionnaise visita ce musée en mars 2019, et vit donc ce véhicule et son histoire.

Le mandat de Richard Ratsimandrava ne dura que 6 jours, et le crime ne fut jamais élucidé. Trop d'intérêts puissants voulaient la mort du populaire chef de la gendarmerie.

L'arrivée au pouvoir de Richard Ratsimandrava devait mettre fin à une période de transition. En mai 1972, une grève des étudiants allait déboucher sur une révolte et le renversement du régime pro-français de Philibert Tsiranana. Le pouvoir fut alors confié aux militaires, avec à leur tête le général Gabriel Ramantsoa. Richard Ratsimandrava était alors le chef de la gendarmerie malgache, il devint ministre de l'Intérieur.

Pour développer le pays, il comptait s'appuyer sur un cadre institutionnel qui n'était pas celui importé de France qui fut imposé à Madagascar. Richard Ratsimandrava estimait que l'institution à la légitimité la plus partagée est le fokonolona, la communauté de village ou de quartier, qui s'organise pour générer ses propres recettes. Il voulait aussi lutter contre le poids des entreprises étrangères et des étrangers dans l'économie. Il était donc partisan d'une décentralisation et d'une politique qui devait conduire à la prise de responsabilité du peuple.

Ces projets dérangent des intérêts puissants.

Richard Ratsimandrava fut nommé président de la République le 5 février 1975. Il avait les pleins pouvoirs pour développer le nouveau cadre institutionnel et économique basé sur le fokonolona. 6 jours plus tard, il était assassiné par un commando à la sortie du Conseil des ministres. Ce crime ne fut jamais élucidé, les coupables jamais traduits en justice, et l'enquête arrêtée

pour «préserver l'unité nationale».

Assassinat non élucidé

Pour la deuxième année consécutive, une cérémonie était organisée le 11 février dernier pour rendre hommage au président assassiné. Cette cérémonie était organisée par l'armée, la gendarmerie et la police, avec la participation du gouvernement.

Regarder l'avenir. C'est le message transmis par Danielle Ratsimandrava en marge de la cérémonie, indique «l'Express» de Madagascar. « Ce qui s'est passé est triste mais il ne faut pas s'apitoyer sur son sort. Nous avons entendu à travers les différentes interventions l'héritage qu'il a laissé : l'amour de la patrie et du peuple malgache », précise-t-elle. Le Premier ministre Christian Ntsay a salué le bilan de la «guerre contre l'insécurité», qui avait été lancée 12 mois plus tôt à l'occasion de la précédente commémoration.

Et «l'Express» de conclure : «Quarante-cinq ans après, les péripéties autour de l'assassinat du général Richard Ratsimandrava restent entiers. Lors du dépôt des gerbes à Ambohitovo Ambony, l'assistance a attendu qu'un pan de voile soit levé avec l'intervention du général Désiré Rakotoarijaona, proche du colonel Ratsimandrava. Toutefois, son discours est resté dans des généralités.»

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Paul Vergès promyé ékolozis nout péi La Rényon

Matant Zélida la ékri Justin :

Mon shèr nové, mon spès salté rouj-de-fon dopi l'éternité sé dsi l'anvironeman mi vé trap aou zordi. Fransh vérité ou lé for pou fé léloj Paul Vergès-a kroir azot lo promyé ékolozis La Rén yon la produi. Dabor mi pans la pa vré ; épizapré mi oi pa lékolozis konm in rolizyon. Armète èk sa, nou dsi nout pti kok pistas dann loséan, kosa ni gingn fé pou l'anvironeman nou.éskiz mon pardon, kan ou sé in zéro la gosh in shif ou sé in zéro la gosh in shif. Méyèr z'afèr pou fèr sé d'fèrm out také. Tok ! Pran sa pou toi !

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant k'i koz toultan la boush rouvèr, i étone pa moin sak ou l'aprè di.

Dabor, si ni di Paul Vergès sé lo promyé é mèm lo pli inportan ékolozis La Rényon la produi ébin ni di sa an konésans de koz. Ni pé an avoir i priz do bèk la dsi é sar pa dir pou moin amontr aou, nou bann rouj nou néna rézon dsi lo poin ou la soulvé.

Aprés a ou i di ou i s'anfou pa mal lékolozé poitan ou i dovré konète la natir lé dann danzé éla vi d'moun dsi la tèr galman, é néna arienk l'ékolozé pou gingn sov l'imanité. Mèm si ni pé z'ète dézespéré zordi, pti lanp pti lanp nou va romant la pant. L'imanité va romont la pant. A inn kondisyon : sé d'ranvèrs lo rézime kapitalis konm li lé zordi.

An pliské sa ou i di sov l'anvironeman La Rényon sa i ansèrv arien vi ké nou lé pti gigne mèm. Promyèrman i ansèrv kékshoz pou nou mèm épi konm modèl..dézyèmman nou lé pti mé nout voi i port loin, é nout légzanp i pé port loin galman.donk ala in l'itilité pou nou é pou l'imanité. Tok ! Pran sa pou ou, é mète out moushoir par dsi.

Justin